

L'option du gaz naturel

L'actualité québécoise verse de plus en plus dans le dossier de l'énergie. Le printemps 2005 fut « éolien » avec beaucoup de candeur et d'espoir. L'automne s'inscrit sous le signe du pétrole dont le prix sème le désespoir. À travers ces émotions contradictoires, la question du gaz naturel transcende le débat québécois sur l'énergie. Débat qui attend patiemment la politique gouvernementale promise à la suite de la vaste consultation réalisée par la Commission parlementaire sur l'avenir énergétique du Québec. À cet effet, des choix collectifs furent déjà effectués au Québec, tels que le rejet de la centrale Suroît et l'appel d'offres d'achat de 2000 mégawatts d'énergie éolienne. D'autres choix seront à faire bientôt.

La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean n'échappe pas à ce questionnement général sur l'énergie. Plusieurs observateurs dont l'auteur de ces lignes considèrent même qu'il s'agit d'un enjeu crucial pour l'avenir de la collectivité.

Dans cet esprit de choix collectifs et de positionnement régional dans le créneau de l'énergie, se situent les promoteurs concernés par l'option du gaz naturel. Avec un avant-projet enthousiaste et plein d'atouts, un terminal méthanier s'avère proposé actuellement par des hommes d'affaire visionnaires et chevronnés. Une telle infrastructure portuaire permettrait de recevoir du gaz naturel liquéfié (GNL), de l'entreposer, de le regazéifier et de l'expédier par un gazéoduc vers Québec, Montréal et éventuellement les Etats-Unis. Un investissement d'un milliard de dollars canadiens serait alors nécessaire. Ce qui générerait des retombées considérables.

En considérant les filières éolienne et hydroélectrique qui peuvent offrir une énergie renouvelable, la consommation actuelle et anticipée de gaz s'avère limitée au Québec. À première vue, le gaz naturel ne nécessite qu'un seul terminal afin de contrer la baisse des livraisons de l'Alberta pour satisfaire une demande largement urbaine, aux heures de pointe de consommation. Selon notre lecture du dossier, deux autres marchés s'offrent cependant au Québec et à Saguenay, soit l'exportation et la pétrochimie.

Une tête de réseau

D'abord, nous assistons à une explosion de la demande de gaz sur le marché américain. Déjà 24% de leur consommation d'énergie vient de cette source gazéifiée, en représentant 25% de la consommation mondiale de gaz naturel. Près d'une centaine d'installations de stockage existe à cet effet. On s'en sert pour chauffer, pour refroidir, pour fabriquer des fertilisants, pour propulser certains véhicules et évidemment pour produire de l'électricité. Malgré ses réserves jadis importantes, l'importation de gaz de ce pays, qui est actuellement de 2% de ses besoins grâce à quatre terminaux méthaniers va augmenter à 20% de sa consommation en 2025.

Pour cette croissante importation américaine, une quarantaine de terminaux méthaniers sont actuellement projetés en Amérique du nord, incluant les neuf terminaux du Canada dont les deux projets québécois bien connus localisés à Lévis et à Cacouna ainsi que l'avant-projet de Grande Anse. Comme lieux relativement périphériques par rapport aux grands marchés urbains américains, les sites canadiens offrent souvent l'avantage de l'éloignement des concentrations humaines (sécurité) et celui de l'accès à la mer pour recevoir les transporteurs. Ainsi le débat sur la filière énergétique du gaz naturel est bel et bien ouvert actuellement sous

l'angle de la sécurité, du respect du protocole de Kyoto, des retombées réelles et de l'intérêt général à devenir au Québec, et au Saguenay en particulier, une tête de réseau pour satisfaire la demande extérieure.

La pétrochimie

Et dans ce dossier du gaz naturel apparaît une autre occasion intéressante et pertinente à examiner. Soit la possibilité offerte par la pétrochimie. Car le gaz naturel sert aussi à fabriquer plusieurs types de matières plastiques (éthylène, polyéthylène, propylène...). Nous possédons fort peu d'information sur cette option offerte pour Saguenay et son « parc industriel de Grande Anse » en attente depuis longtemps pour un projet industriel moteur.

Nous savons cependant qu'un tel complexe pétrochimique s'avère actuellement à l'étape de l'évaluation environnementale à Goldboro en Nouvelle-Écosse. Un projet qui représente un investissement prévu de quatre milliards de dollars canadiens, de nombreux emplois ainsi qu'une demande importante de biens et services dans le milieu de localisation et autour. Comme Grande Anse, Goldboro est un site périphérique par rapport aux grands marchés américains. Peut-être avons-nous dans la région les mêmes avantages comparatifs, sinon plus, que Goldboro ? À cet effet, où sont localisés les autres complexes de ce type sur la planète ? Quelles sont les perspectives et les conditions actuelles et éventuelles du marché ? Quels seraient les impacts environnementaux ? Voilà autant de questions qui méritent des réponses appropriées. Dans ce questionnement général, on pourrait en profiter pour examiner l'état actuel de la recherche scientifique effectuée à propos de la capture du CO₂. Bref, il s'agit certes d'une occasion à suivre dans une région Saguenay-Lac-Saint-Jean en quête de projets majeurs pour diversifier son économie.

Un dossier crucial

Le dossier sur le gaz naturel doit à notre avis être traité avec une grande attention par toute la communauté régionale, incluant évidemment les environnementalistes, les scientifiques et la classe d'affaire. Ce qui nous rappelle que le créneau de l'énergie représente un enjeu central pour l'avenir. Quiconque regarde la carte du Québec et de l'Amérique du nord constate rapidement que cette région du Saguenay-Lac-Saint-Jean s'inscrit tel un carrefour naturel de l'énergie, grâce à sa double ouverture d'une part vers la mer et d'autre part vers les bassins énergétiques du nord québécois. La question qui se pose concerne moins la nécessité d'interroger cet enjeu collectif que du comment le faire avec rigueur, rapidité et doigté. À cet effet, il nous est permis de recommander aux leaders locaux et régionaux d'éviter l'éclatement de la réflexion collective, la dispersion des efforts et l'éparpillement de l'expertise, comme nous en avons trop souvent l'habitude. Véritable enjeu de collectivité, le dossier de l'énergie s'avère crucial pour l'avenir de la région.

Marc-Urbain Proulx
UQAC